

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Bar-le-Duc

Bar le Duc, le 18 octobre 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04 octobre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC PLASTIQUES

ZI de Chicago

Rue de l'Avenir

55100 VERDUN

Références : EK/346-2022

Code AIOT : 0006204822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04 octobre 2022 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 VERDUN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC PLASTIQUES
- ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 VERDUN
- Code AIOT : 0006204822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Paprec Plastiques est une entreprise spécialisée dans le recyclage des polyoléfinés et des styréniques. Le site de Paprec à Verdun est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Organisation et aménagement des stockages	AP de Mise en Demeure du 21/04/2022, article 1	/	Astreinte	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mesure de bruit	AP de Mise en Demeure du 21/04/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate le non respect de l'arrêté de mise en demeure n°2022-626 du 21 avril 2022. Au vu des enjeux et de la nécessaire régularisation de l'activité aux prescriptions de l'arrêté préfectoral non respecté, l'inspection propose comme sanction administrative une astreinte journalière.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesure de bruit

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société PAPREC PLASTIQUE, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux à Paris (75008), est mise en demeure, pour l'exploitation de son centre de transit, tri et traitement de déchets plastiques à recycler sur le territoire de la commune de Verdun, de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020 : [...] 2) en ce qu'elle imposent que les émissions sonores produites par le fonctionnement de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées à cet article 6.2.1, dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté ; [...]
Constats : L'exploitant présente un rapport relatif à une mesure de bruit réalisée par l'entreprise Dekra du 28 au 29 avril 2022. Ce rapport dont la référence est D8525948/2201 - 1/1 M00 atteste que l'impact sonore engendré par l'activité du site Paprec à Verdun est conforme aux exigences de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 21 octobre 2020.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Organisation et aménagement des stockages

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société PAPREC PLASTIQUE, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux à Paris (75008), est mise en demeure, pour l'exploitation de son centre de transit, tri et traitement de déchets plastiques à recycler sur le territoire de la commune de Verdun, de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020 :</p> <p>[...]</p> <p>3) en ce qu'elle imposent que l'organisation et l'aménagement des stockages respectent les prescriptions fixées à cet article 8.2.2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans un délai de trois semaines à compter de la date de notification du présent arrêté, concernant l'évacuation des matières stockées au sein de l'entreprise voisine, - dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, concernant le respect de l'implantation des stockages (au minimum suppression du stockage extérieur en benne de l'îlot 14 et passage libre d'au moins 2 mètres de large réservé latéralement autour de chaque îlot de stockage), - dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, concernant la matérialisation physique au niveau du sol du positionnement des stockages conformément au plan de stockage.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate qu'il ne reste que des bennes vides sur le site de l'entreprise voisine.</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé la matérialisation physique au niveau du sol du positionnement des stockages conformément au plan de stockage. Aussi, l'inspection n'était pas en mesure de vérifier que le stockage sur site respecte les conditions de stockage exigées l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2020.</p> <p>Pour autant, l'inspection constate que des matières plastiques sont clairement stockées hors des zones prévues par le plan des stockages mentionné par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2020. En particulier, sans avoir procédé à un contrôle exhaustif, l'inspection a constaté des stockages face au bâtiment de l'accueil et entre l'îlot 16 et 18, ce qui n'est pas autorisé.</p> <p>L'inspection constate que des bennes sont toujours présentes au niveau de l'îlot 14. Par courriel à l'inspection du 30 juin 2022, l'exploitant sollicite la possibilité de pouvoir stocker de la matière au niveau de l'îlot 14. Il justifie sa demande par une étude de modélisation des flux thermiques et par la mise en place de murs coupe feu au niveau de l'îlot 14. Cette étude conclut que les flux thermiques restent contenus au sein de l'établissement et ne sont pas susceptibles d'avoir un effet domino sur les autres stockages présents sur site.</p> <p>Néanmoins, lors de la visite, l'inspection constate que l'étude réalisée par l'exploitant ne correspond pas à la réalité sur le site. En effet, le stockage au niveau de l'îlot 14 déborde largement des limites de l'emplacement prévu par l'exploitant et présenté dans le plan contenu dans le dossier transmis par mail du 30 juin 2022 en appui de la modélisation des flux thermiques. Aussi, l'inspection constate qu'un stockage sur l'îlot 14 est toujours présent et que les éléments remis pour informer de la présence de ce stockage sont clairement inadaptés pour permettre, à Mme le Préfet, de régulariser cette activité.</p> <p>L'inspection considère par ailleurs que le non respect des règles de stockages prévues dans l'arrêté préfectoral est susceptible, en particulier en cas d'incendie, de porter atteinte aux intérêts mentionnés au L511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'inspection conclut de cette visite que les dispositions de l'article 822 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 21 avril 2022 ne sont toujours pas respectées, concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le marquage au sol des aires de stockages • le respect des zones de stockages • l'absence de stockage sur l'îlot 14

Par conséquent, l'inspection propose à Madame le Prefet de la Meuse de rendre la société Paprec située à Verdun, redevable d'une astreinte administrative d'un montant de 100 euros par jour en application de l'article L171-8 du code de l'environnement jusqu'à la mise en conformité de ses installations vis à vis de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020 et en particulier le respect et la matérialisation physique de l'implantation de ses stockages.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte

Stockage au niveau de l'îlot 14



Stockages constatés par l'inspection hors des zones prévues par le plan des stockages mentionné par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2020.

